

Décollage imminent pour le futur avion

Trois ans après l'échec du Gripen en votation, l'achat d'un nouveau jet entre dans une phase concrète. Le peuple pourrait bien ne pas avoir son mot à dire

L'essentiel

● **Procédure** Afin d'éviter la débâcle du Gripen, Guy Parmelin avance avec précaution sur ce dossier. Il devrait dévoiler prochainement les conclusions d'un premier rapport d'experts

● **L'objet** Compte tenu du vieillissement de la flotte actuelle. Il n'est plus question de remplacer un jet par un autre, mais de s'interroger sur le maintien de forces aériennes

● **Votation** Le peuple pourrait bien être condamné au rang de spectateurs. Une majorité semble se dessiner pour ne pas faire voter le souverain

Vous avez aimé la saga du Gripen, vous allez adorer la prochaine production sur l'achat d'un nouvel avion de combat. Après des mois d'attentisme, le dossier s'accélère à Berne. Le conseiller fédéral Guy Parmelin devrait présenter la semaine prochaine les conclusions des deux rapports d'experts et d'accompagnants «politiques» qu'il a mandatés. On en saura alors davantage sur les besoins concrets de la défense aérienne, sur la procédure mise en place ou les aspects industriels que devra offrir le futur jet.

Guy Parmelin joue une partie de son bilan de ministre de la Défense sur la réussite de cet objet. D'où sa prudence de Sioux. Outre les deux groupes de suivi qu'il a mis en place, le Vaudois a également stoppé le très polémique projet de défense sol-air pour avoir une vision globale. «La première chose que nous souhaitons, c'est partir dans ce projet avec le maximum de cartes en main, expliquait-il le mois dernier dans *Migros Magazine*. Nous faisons le nécessaire pour avancer

dans de bonnes conditions.»

On ne sait pas encore le titre du film, mais le scénario ressemble à celui du Gripen. La Suisse se tâte sur le meilleur jet à acquérir. Attirés par l'appât du gain, les constructeurs commencent à rejoindre la capitale pour mieux vanter les charmes de leurs joujoux. «Ça s'installe. L'administration et ArmaSuisse sont visées», nous confirme un connaisseur du dossier. Une fois que le Conseil fédéral aura jeté son dévolu sur l'avion de ses rêves, le parlement s'agitiera sur des questions financières. Ses 246 élus seront tous devenus des spécialistes de l'aéronautique.

Avenir de la flotte

Le débat prendra toutefois une tout autre ampleur. On ne parlera plus uniquement du remplacement d'un type d'appareil par un autre, mais d'une question de fond. «C'est un cas de figure totalement différent, reconnaît Géraldine Savary (PS/VD). Si la Suisse renonce à acquérir un nouveau jet, il n'y aura plus d'avion à l'horizon 2030. La Suisse doit se demander, si elle veut ou non garder une flotte aérienne militaire.»

Et ça change tout. «En Suisse, il y a une frange de la population «antimilitariste»

«On ne demande pas à la population de se prononcer sur les achats militaires»

Christophe Keckeis,

Ancien chef de l'armée

qui ne veut pas entendre parler de nouveau jet, explique Hugues Hiltpold (PLR/GE). Il y a une autre frange plus proche de l'armée qui en veut un coûte que coûte. Entre les deux, une partie des citoyens hésite, ceux qui ont fait pencher la balance lors du vote sur le Gripen. Ils ont dit non à un type d'avion qui traînait derrière lui une image négative, pas à l'idée d'un

nouveau jet.»

Au parlement, les fronts devraient donc évoluer. Les partis bourgeois pourraient bien compter sur des voix de gauche. «La question de la neutralité n'est pas anodine dans ce dossier, estime Géraldine Savary. Plusieurs de nos voisins sont enga-

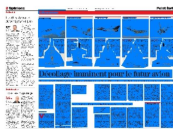
gés dans des guerres. Si la Suisse se repose sur eux pour garantir son espace aérien, elle devient de facto un pays allié. Cette situation peut compliquer le travail des organisations comme le CICR lorsqu'elles doivent intervenir sur ces zones de conflit. Le PS n'a pas encore pris de décision formelle, mais dans un papier de position, il considère que la Suisse doit disposer d'une flotte d'une vingtaine d'avions.»

Police aérienne

Le nombre d'avions, une bonne partie du débat devrait se jouer autour de cette question. Selon *la Liberté*, la Suisse pourrait bien - compte tenu des impératifs financiers - devoir se limiter à l'achat d'une trentaine de jets couplés à un système de défense sol-air. On est loin des 55 avions de combats jusqu'ici évoqués par le Conseil fédéral en 2014. «Avec ce que l'on sait aujourd'hui, 50 à 70 appareils sont nécessaires pour remplir les missions que nous nous sommes fixées. Si on réduit ce nombre à 30 ou 40, il faudra limiter nos engagements, prévient Thomas Hurter (UDC/SH), lui-même ancien pilote. Cela suffira peut-être pour assurer la police aérienne 24 heures sur 24, mais en cas de coup dur, l'armée se trouverait limitée. L'autonomie serait réduite.»

L'autre élément qui risque bien d'élec-

triser les discussions, c'est la question d'une consultation populaire. Chat échaudé craint l'eau froide, de nombreux élus hésitent à tenter l'aventure dans les urnes. «Avant j'étais pour, confirme Hugues Hiltpold. Aujourd'hui, je laisse la porte ouverte. On donne beaucoup de chance aux opposants. Ils peuvent toujours lancer une initiative.» Thomas Hur-



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 27'798
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 2
Fläche: 200'575 mm²

Auftrag: 1095889
Themen-Nr.: 999.204

Referenz: 65481683
Ausschnitt Seite: 2/8

ter est plus tranché. «Il y a toujours beaucoup d'émotion lorsqu'on parle d'avion de combat. Mais le peuple doit s'exprimer sur la mission de l'armée, pas sur les moyens mis en œuvre pour la remplir. On ne demande pas aux citoyens de se prononcer sur le type de sac à dos, pourquoi devrait-on le faire avec les jets? Ou alors, on change la Constitution.» Raison pour laquelle il milite pour le financement de cette acquisition dans le cadre du budget ordinaire de l'armée, et pas par le biais d'un fonds spécial.

Consultation populaire

Face aux réticences du bloc bourgeois, les Verts se battent au parlement pour qu'un

fonds spécial soit créé. Ce qui donnerait la possibilité de le combattre par référendum. «Il s'agit de prendre en compte la volonté populaire qui s'est fait entendre lors du vote sur le Gripen», tonne Lisa Mazzone (GE), vice-présidente du parti.

Si les Verts échouent, le Groupe pour une Suisse sans armée qui avait habilement tiré les ficelles lors du dernier scrutin est-il prêt à lancer une initiative populaire? «Nous avons toujours dit que nous le ferions, si c'était le dernier recours», répond Amanda Gavilanes, secrétaire générale du GSsA. Si la volonté est là, les ressources pourraient manquer, elles qui sont déjà engagées dans la dernière initiative que le groupe vient de lancer pour lutter contre le commerce de la

guerre.

Une dernière option serait de faire voter le peuple sur un concept général de défense aérienne. Evoquée dans le rapport d'experts, cette piste ne part pas avec les faveurs de La Côte. Selon nos informations, Guy Parmelin n'y serait pas favorable.

On sera rapidement fixé sur les fronts qui devraient s'opposer lors de cette future bataille. Le Conseil national doit se prononcer le 8 juin sur la prolongation et l'armement des F/A-18, mais aussi sur le premier crédit d'étude pour l'acquisition d'un nouvel avion. La première séquence d'un nouveau film à suspense.

Florent Quiquerez

Un timing ambitieux

Fin mai Guy Parmelin doit présenter les conclusions des rapports des groupes d'experts et d'accompagnants. Besoins, procédure et aspects industriels, on en saura plus sur le nombre d'avions et les investissements à prévoir.

8 juin Le Conseil national se penche sur le crédit d'étude pour l'acquisition d'un nouvel avion de combat.

Avant l'été Le concept retenu par le Département de la défense est discuté au sein du Conseil fédéral.

Automne Le Conseil fédéral tranche sur le concept et le transmet au parlement.

2020 Choix du type d'appareil.

2022 Le crédit d'acquisition est soumis au parlement.

2025 Si aucune votation populaire n'est organisée, livraison des premiers appareils. **F. QZ.**



«Guy Parmelin? Pour moi, il fait tout juste pour le moment»

● Ancien chef de l'armée, et ancien pilote, Christophe Keckeis a suivi de très près le dossier du Gripen. Deux ans après l'échec en votation, il a signé un long «Débriefing» dans *la Revue militaire suisse*, revenant sur les erreurs commises durant la campagne de 2014 et proposant des pistes d'amélioration. Interview.

Comment jugez-vous l'action de Guy Parmelin sur ce dossier?

Il fait tout juste et il est très professionnel. Très tôt, il a relancé le dossier. Il a eu la bonne idée de s'entourer d'un groupe d'experts et d'un groupe d'accompagnants plus «politique». Il a eu le courage de stopper le projet de défense sol-air pour avoir une vision générale de la défense aérienne. Il a même volé lui-même. Il mérite la note de 10 sur 10.

Sur les cinq appareils pressentis, lequel lui recommanderiez-vous?

Il est beaucoup trop tôt pour évoquer un type d'appareil en particulier. Il faut attendre les rapports d'experts, puis analyser quelles sont les possibilités qui s'offrent à la Suisse. Il faut faire une appréciation géostratégique et se demander comment nous voulons défendre notre

espace aérien. De quoi a besoin un pays neutre comme le nôtre? Des discussions avec d'autres pays sont également indispensables pour s'imprégner de leurs réflexions. Nous ne sommes qu'au début d'un processus, qu'il ne faut surtout pas précipiter.

Dans votre débriefing, vous dites toutefois que c'était une erreur d'avoir pris le Gripen parce qu'il était l'avion le meilleur marché.

Un travail considérable a été entrepris à l'époque pour évaluer les différents types d'appareil. Le meilleur était clairement le Rafale. A la surprise générale, Ueli Maurer, alors ministre de la Défense a choisi le Gripen, estimant que l'appareil le meilleur marché était le seul capable de convaincre une majorité. L'histoire nous a montré le contraire. Les Suisses préférèrent acheter le meilleur, quitte à

payer plus cher. D'autant plus que si vous montez de catégorie, tout le monde en profite: l'industrie comme les écoles polytechniques. Et puis, en cas de combat aérien, il y a un seul appareil qui revient: le meilleur des deux.

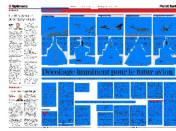
Le peuple doit-il être consulté?

On ne demande pas à la population de s'exprimer sur les achats militaires, je ne vois pas pourquoi elle devrait avoir son mot à dire sur l'avion de combat. Si une votation doit avoir lieu, alors il faudrait communiquer activement. Lors du scrutin sur le Gripen, on a interdit aux experts et aux pilotes de s'exprimer. C'était une erreur. Je pense qu'il faut au contraire aller dans chaque commune pour convaincre. C'est comme cela que nous avons réussi à combattre l'initiative du GSSA et réussi à convaincre le peuple de la nécessité d'acheter les F/A 18.



Christophe Keckeis

Ancien chef de l'armée



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 27'798
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 2
Fläche: 200'575 mm²

Auftrag: 1095889
Themen-Nr.: 999.204

Referenz: 65481683
Ausschnitt Seite: 4/8

Défense aérienne

Gripen E de Saab

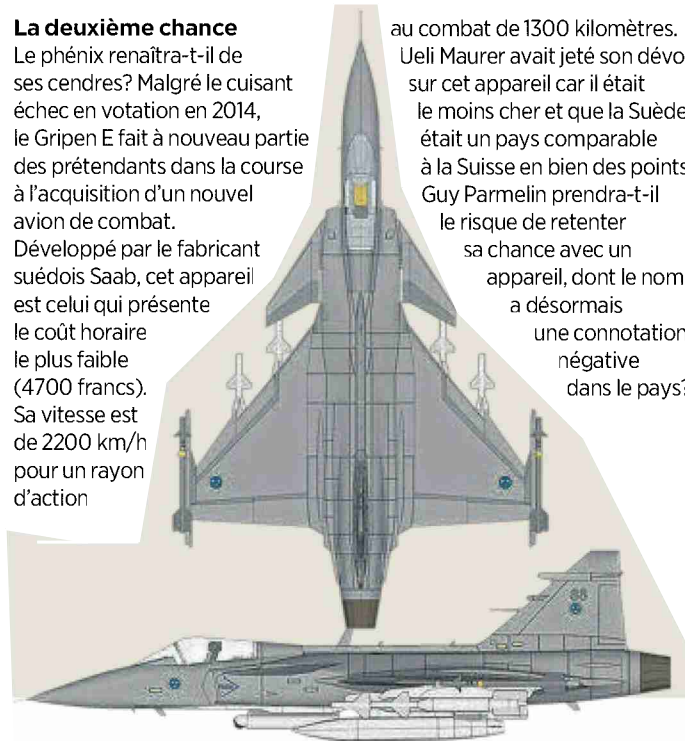


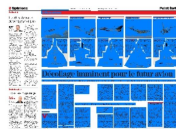
SAAB/DR

La deuxième chance

Le phénix renaîtra-t-il de ses cendres? Malgré le cuisant échec en votation en 2014, le Gripen E fait à nouveau partie des prétendants dans la course à l'acquisition d'un nouvel avion de combat. Développé par le fabricant suédois Saab, cet appareil est celui qui présente le coût horaire le plus faible (4700 francs). Sa vitesse est de 2200 km/h pour un rayon d'action

au combat de 1300 kilomètres. Ueli Maurer avait jeté son dévolu sur cet appareil car il était le moins cher et que la Suède était un pays comparable à la Suisse en bien des points. Guy Parmelin prendra-t-il le risque de retenter sa chance avec un appareil, dont le nom a désormais une connotation négative dans le pays?





Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

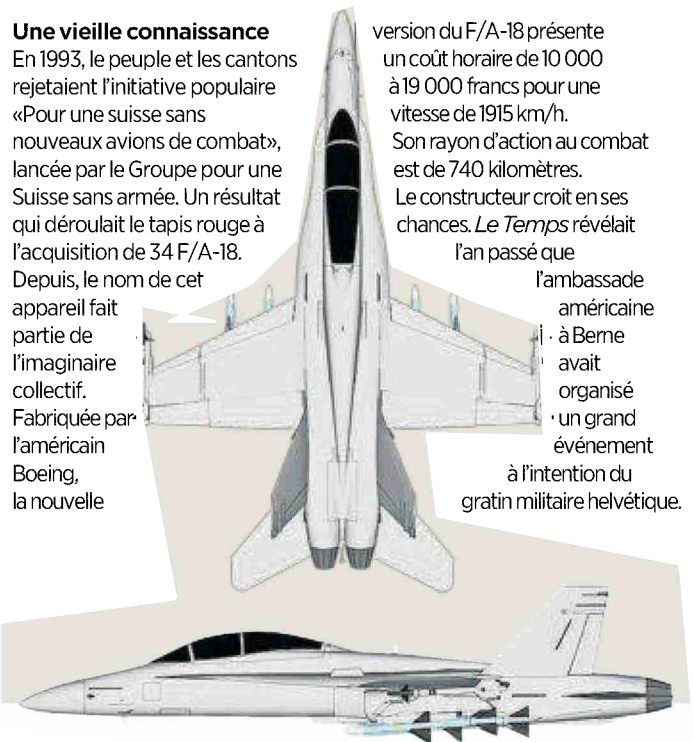
Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 27'798
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 2
Fläche: 200'575 mm²

Auftrag: 1095889
Themen-Nr.: 999.204

Referenz: 65481683
Ausschnitt Seite: 5/8

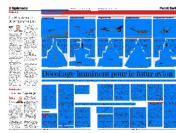
F/A 18 E/F de Boeing



Une vieille connaissance
En 1993, le peuple et les cantons rejetaient l'initiative populaire «Pour une suisse sans nouveaux avions de combat», lancée par le Groupe pour une Suisse sans armée. Un résultat qui déroulait le tapis rouge à l'acquisition de 34 F/A-18. Depuis, le nom de cet appareil fait partie de l'imaginaire collectif. Fabriquée par l'américain Boeing, la nouvelle

version du F/A-18 présente un coût horaire de 10 000 à 19 000 francs pour une vitesse de 1915 km/h. Son rayon d'action au combat est de 740 kilomètres.

Le constructeur croit en ses chances. *Le Temps* révélait l'an passé que l'ambassade américaine à Berne avait organisé un grand événement à l'intention du gratin militaire helvétique.



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 27'798
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 2
Fläche: 200'575 mm²

Auftrag: 1095889
Themen-Nr.: 999.204

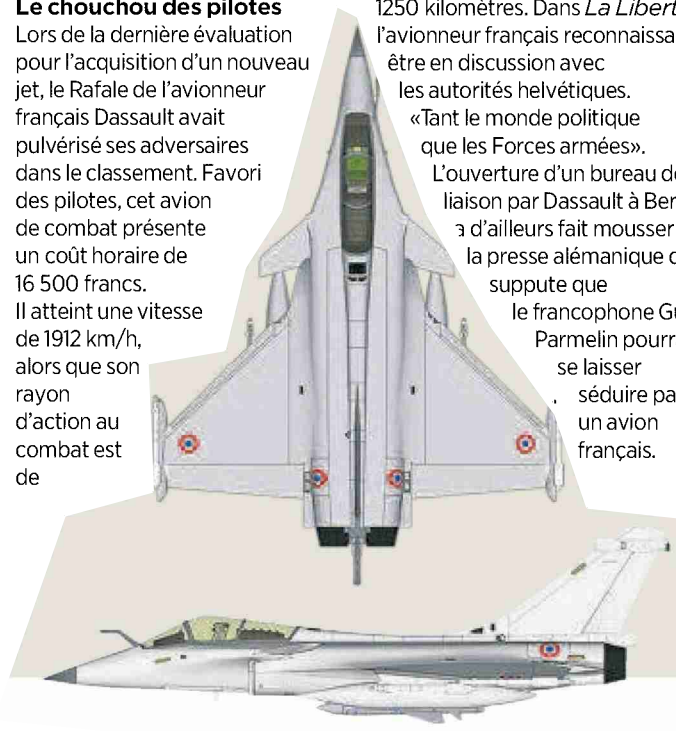
Referenz: 65481683
Ausschnitt Seite: 6/8

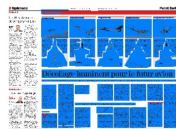
Rafale de Dassault



Le choucho des pilotes
Lors de la dernière évaluation pour l'acquisition d'un nouveau jet, le Rafale de l'avionneur français Dassault avait pulvérisé ses adversaires dans le classement. Favori des pilotes, cet avion de combat présente un coût horaire de 16 500 francs. Il atteint une vitesse de 1912 km/h, alors que son rayon d'action au combat est de

1250 kilomètres. Dans *La Liberté*, l'avionneur français reconnaissait être en discussion avec les autorités helvétiques. «Tant le monde politique que les Forces armées». L'ouverture d'un bureau de liaison par Dassault à Berne a d'ailleurs fait mousser la presse alémanique qui suppose que le francophone Guy Parmelin pourrait se laisser séduire par un avion français.





Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 27'798
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 2
Fläche: 200'575 mm²

Auftrag: 1095889
Themen-Nr.: 999.204

Referenz: 65481683
Ausschnitt Seite: 7/8

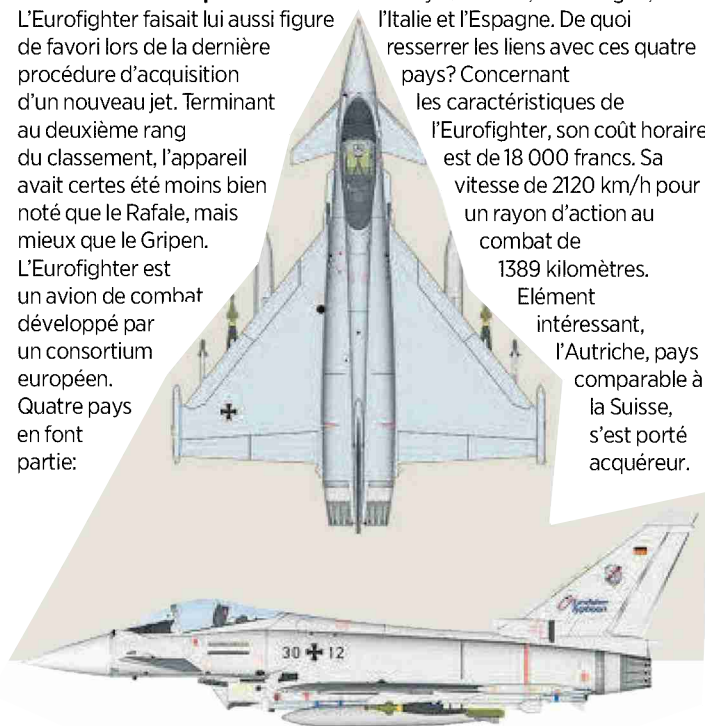
Eurofighter d'Airbus



Le modèle «européen»

L'Eurofighter faisait lui aussi figure de favori lors de la dernière procédure d'acquisition d'un nouveau jet. Terminant au deuxième rang du classement, l'appareil avait certes été moins bien noté que le Rafale, mais mieux que le Gripen. L'Eurofighter est un avion de combat développé par un consortium européen. Quatre pays en font partie:

le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. De quoi resserrer les liens avec ces quatre pays? Concernant les caractéristiques de l'Eurofighter, son coût horaire est de 18 000 francs. Sa vitesse de 2120 km/h pour un rayon d'action au combat de 1389 kilomètres. Élément intéressant, l'Autriche, pays comparable à la Suisse, s'est porté acquéreur.



F-35A de Lockheed Martin



LOCKHEED/DR

L'autre américain

Moins connu du grand public que le F/A-18 de Boeing, le F-35A des Américains de Lockheed Martin fait lui aussi parti des papables.

Son coût horaire est le plus élevé des cinq appareils: de 21 000 à 32 000 francs. Sa vitesse est de 1975 km/heure. Son rayon d'action au combat est de 1100 kilomètres.

Il a les faveurs des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni, où il devrait être distribué.

Début mars, Lockheed Martin avait annoncé être en discussions avec les gouvernements espagnol, suisse et belge pour l'achat de ses avions de chasse F-35. Les affirmations du directeur du programme F-35 préférées à l'occasion d'un salon de l'aéronautique en

Australie avaient fait du bruit jusqu'en Suisse, où le Conseil fédéral lui-même avait démenti l'information.

